

**A PROPOS D'UN COLLOQUE
AUTOUR DE LA REVOLUTION
FRANÇAISE "MIDI ROUGE ET
MIDI BLANC : LES
ANTAGONISMES POLITIQUES
SOUS LA REVOLUTION
FRANÇAISE ET LEURS
HERITAGES DANS LE MIDI
MEDITERRANEEN"**

par Michel IAFELICE

La Commission scientifique régionale pour le Bicentenaire et le Centre méridional d'histoire sociale des mentalités et des cultures ont organisé un important colloque qui s'est tenu dans la faculté des lettres d'Avignon les 10 et 11 octobre 1986.

A l'heure où il est de bon ton dans les colonnes du très conservateur "Figaro-Magazine" d'enterrer sans autre forme de procès la Révolution française et par la même, l'ensemble de ses acquis, le colloque "Midi Rouge et Midi Blanc" auquel ont participé une cinquantaine de chercheurs, a permis d'appréhender une vision pluraliste du processus révolutionnaire induite par une incontestable ouverture idéologique de l'ensemble des participants. La recherche historique nous semble un puissant antidote aux caricatures insoutenables proférées à l'encontre de la Révolution conçue comme un "objet froid".

Depuis quelques mois nous voyons s'accroître les tapages d'une campagne de dénigrement (nous n'oserons point employer le terme à la mode de désinformation) menée tambour battant par un représentant de l'Institut de France, en l'occurrence Pierre Chaunu. Pour cet éminent universitaire et son émule Reynald Sécher, l'idéologue du pseudo "génocide franco-français", la Révolution est condamnée en bloc car elle leur apparaît comme la matrice de tous les totalitarismes contemporains. L'historien qui aujourd'hui soutiendrait le contraire est voué aux gémonies. Ne lui lance-t-on pas à la figure les chiffres sans nul doute très exagérés de 400 à 500 000 victimes pour la seule Vendée (soit autant que la population de ce département de l'ouest de notre pays et de ses franges en 1793).

Le colloque "Midi Rouge et Midi Blanc" nous a paru remettre les montres à l'heure et ignoré délibérément tout ce qui se dit depuis Taine et Cochin.

A l'anathème s'est substitué durant ces deux journées l'analyse scientifique rigoureuse extraite de sources répertoriées et nullement imaginaires.

Tout cela nous permet de saisir les mutations particulièrement nettes dans le domaine des mentalités populaires saisies dans un cadre méridional où la formule de grand "remue-ménage" révolutionnaire nous semble vérifiée de manière probante.

Ce colloque "Midi Rouge et Midi Blanc" a permis de relancer avec force la problématique du mouvement de longue durée confronté à la mutation brusque de la décennie 1789-1799. Ces deux journées n'ont pas privilégié une lecture de la Révolution française et là il nous semble que les voeux formulés par le professeur Joutard dans sa brève présentation de l'objet du colloque ont été exaucés.

Venons en maintenant à la présentation de l'ensemble des communications présentées durant ces deux journées. La première séquence du colloque était consacrée aux rapports avec les antécédents pré-révolutionnaires du Midi. M.H. Froeschle-Chopard insistait sur le fait que le concept de "Midi Blanc" ou de "Midi Rouge" ne lui paraissait pas opératoire dans la sénéchaussée de Draguignan, future région rouge puisqu'elle correspond au Var oriental qui accepta en 1790 grosso modo la Constitution civile du Clergé. Cette dernière ne systématisait en fait que les idées d'une poignée de cahiers de doléances de la sénéchaussée dracénoise. Les cahiers de 1789 n'allaient pas au-delà en ce qui concerne leur contenu, de l'aménagement des dîmes ecclésiastiques.

La communication de Monique Cubells nous interrogeait sur l'idée de Province et l'idée de Nation à la veille de la Révolution. Saisissant le discours de l'élite méridionale, l'intervenante montrait que les partisans de l'autonomie de la Provence étaient alors partagés en deux tendances : la première réactionnaire, défendait le statu-quo social. La seconde, partisane des réformes accepta rapidement les transformations de la superstructure qui lui paraissait incontournable.

Le concept de Midi est d'après M. Peronnet une invention de la période révolutionnaire. Les lois révolutionnaires firent sauter les repères géographiques de l'Ancien Régime. L'originalité des départements méridionaux, leur teinte changeante durant les successives séquences révolutionnaires, tout cela est spécifique au Midi en révolution : Midi tricolore des années 1791-1792, bleu durant l'insurrection fédéraliste du printemps 1793, il devint rouge pendant la séance de reconquête jacobine de l'an II. Mais à la suite de la chute de Robespierre, ce Midi pâlit fortement ; il fut celui des massacres royalistes de l'an III, le Midi de la Terreur blanche, celui d'une lutte de classes exacerbée. Durant la période directoriale, bleus et rouges tentèrent de s'unir pour éviter l'hégémonie périlleuse des blancs. Le rouge eut même tendance à l'emporter durant le sursaut néo-jacobin de l'an VII et ce "Midi de toutes les couleurs", convulsionnaire à souhait, s'assagit pendant la période napoléonienne.

La ville de Toulon apparaît d'ailleurs comme un des lieux méridionaux où s'affirme le mieux la polarisation politique entre deux blocs antagonistes. Le port varois fut le théâtre en 1793 de la déception et de la passivité des catégories urbaines prolétariennes à rencontre d'une bourgeoisie jacobine. De la rupture de ces deux groupes naissait le déclenchement de ce que l'intervenante, le britannique M. Crooks nomme le fédéralisme sectionnaire.

Le comportement des jacobins toulonnais choqués par la violence primitive du prolétariat portuaire explique le succès du fédéralisme encadré à Toulon comme d'ailleurs à Marseille par les sections. La notion même de section apparaît d'ailleurs centrale à Marseille, saisie dans sa phase convulsionnaire par J. Guilhoumou, chez les jacobins aussi bien que chez les fédéralistes. Pour l'auteur, il est tout à fait pertinent d'étendre l'accusation de fédéralisme à l'ensemble des expériences politiques marseillaises de 1793.

Dans sa synthèse sur le mouvement fédéraliste méridional, A. Forrest montra que ce véritable mouvement de masse qui à priori ne rejetait pas les fondements de la République, a donné le signal de départ à la révolte des "oligarchies municipales" avant d'être en quelque sorte récupéré par les royalistes dans sa phase finale où se dessine la manipulation royaliste.

Néanmoins, le fédéralisme apparut comme l'expression du haut degré de politisation des milieux urbains en 1793. Cette organisation politique et structurée, tranche d'ailleurs avec le "degré zéro" de l'idéologie des habitants du Fiumorbo corse qui dans leur rébellion primitive rejetaient tout ce qui leur paraissait les symptômes de l'Etat. F. Pomponi dressa avec chaleur le tableau coloré de ce terrain d'élection du banditisme insulaire et d'un esprit "libertaire" persistant.

Après les antécédents et les affrontements, sujet des précédentes communications, la journée du 11 octobre démarrait sur l'étude des héritages provençaux de la Révolution française. A travers l'étude des solidarités familiales, transparaisait dans le cadre arlésien du XIXe siècle, la stabilité des engagements politiques soulignée par P. Allard qui suggéra le caractère immobile des structures sociales dans cette petite cité jusqu'au milieu du XIXe siècle.

Cette continuité, ce conservatisme en régénérescence est perçu dans l'étude généalogique de l'univers des notables d'Api au XIXe siècle conduite par le canadien P. Simoni. Cet historien estime que les différences entre les ancêtres des républicains et les ancêtres des conservateurs sont absentes. En fait, sous la troisième république, l'héritage révolutionnaire fut un produit de substitution à l'héritage politique, un moyen de "légitimisation politique".

Sous la troisième république eut lieu la célébration du 150e anniversaire de la Révolution française en 1939. Etudiant la commémoration de cet événement clé dans l'histoire de la France et du monde contemporain, A. Olivesi insistait sur la diversité des manifestations le 14 juillet 1939. Néanmoins, le P.C.F. dépassa les autres par l'ampleur des commémorations organisées par sa seule capacité militante et organisationnelle. Le tournant "national et patriote" du P.C.F. fut plus ou moins bien accepté par les militants de base de ce parti dans les années 1934-1939 dans la région marseillaise -J. Domenichino et M. Lafelice s'efforcèrent de montrer les difficultés de l'intégration du nouveau discours national du P.C.F. dans l'imaginaire des communistes marseillais. La période de la Résistance permit à l'ensemble des militants d'assimiler et d'accepter pleinement les références à la Révolution française. A la Libération d'ailleurs, le mythe révolutionnaire renaquit - M. Guillon démontra avec pertinence l'échec de Vichy et du nazisme dans leur entreprise de liquidation de l'héritage révolutionnaire. La mémoire d'une base qui ne veut rien oublier persiste dans ce Midi qui connut en 1944 et en 1945 de grands moments de liesse populaire particulièrement nets durant les journées de célébration du 14 juillet et qu'on ne peut, si on ne se replace pas délibérément dans le contexte de la Libération, simplement réduire à de "grands moments de la mythologie révolutionnaire".

Après quelques communications consacrées à l'histoire du Comtat et d'Avignon pendant la période révolutionnaire, il appartenait à Michel Vovelle, professeur d'histoire de la Révolution française à la Sorbonne et successeur de G. Lefebvre et d'A. Soboul d'apporter les conclusions qu'il tirait de ce riche colloque.

L'analyse du Midi n'échappe pas selon Vovelle à "la problématique nationale d'une histoire régionale". La réalité du concept de "Midi Rouge" incontestablement opératoire depuis 1851, s'inscrit dans un mouvement de longue durée. Pour Vovelle, cet héritage n'est pas linéaire. Apparaissent ainsi en toile de fond les séquences évidentes du "Midi Blanc" (an III, 1800, 1815) car le Midi est aussi l'un des lieux privilégiés de la Contre-Révolution. Il s'agit d'analyser la spécificité méridionale de montrer la réalité d'une révolution paysanne autonome et précoce qui connut dans le Midi une flambée du printemps à l'automne 1792 et qui permet de comprendre pourquoi cette paysannerie méridionale ne connut pas les excès de la chouannerie. Ce Midi connaît un leadership urbain vigoureux. Ses villes encadrent la campagne environnante et c'est de ces dernières que partaient les mots d'ordre révolutionnaires. Malgré les dérapages, il est somme toute exagéré de parler "d'échec ou d'impasse" en ce qui concerne l'aventure jacobine. M. Vovelle insistait dans son rapport de synthèse sur les racines léguées en prenant le cas toulonnais. Après l'intermède fédéraliste, Toulon devenait une citadelle du jacobinisme. La révolte du port de guerre en l'an III fut le seul exemple de sursaut jacobin en province. Ce mouvement insurrectionnel démontre à l'évidence la persistance du jacobinisme chez une population qui n'a pas oublié la Contre-Révolution car ce midi est un des sites privilégiés pour l'étude d'une Contre-Révolution violente symbolisée longtemps par l'existence de bandes royalistes qui peuvent paraître marginales.

Ce Midi sensiblement "rouge" depuis le milieu du siècle dernier a changé insista M. Vovelle dans sa conclusion. L'érosion est somme toute plus importante dans les grandes villes que dans les microcosmes des "bourgs urbanisés" chers à M. Agulhon (qui a participé à ce colloque). Ces mutations d'un Midi où sévit depuis de longues années une crise profonde, s'expliquent par les mouvements démographiques. Le Var en est un exemple flagrant. La décomposition prononcée du concept de "Midi Rouge" y parait là plus nette qu'ailleurs. La démographie vieillissante de ce département, l'effondrement de pans entiers de l'industrie varoise, le "mitage" des sols agricoles par les résidences secondaires, la part hégémonique prise par le tourisme dans l'économie départementale révèlent les glissements idéologiques d'un Midi qui a changé mais où les luttes idéologiques restent importantes car le Midi méditerranéen demeure malgré tout une "aire de vif engagement révolutionnaire".